



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-31981>

Département(s) de publication : **28**

Annonce n° **26-31981**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ville de Chartres (28)

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Affaire n°26V015 - EXPLOITATION DE L'ACTIVITE ENFANCE-JEUNESSE POUR LA VILLE DE CHARTRES

**Description** : Affaire n°26V015 - EXPLOITATION DE L'ACTIVITE ENFANCE-JEUNESSE POUR LA VILLE DE CHARTRES

**Identifiant de la procédure** : 04c920fb-1bc1-40da-90db-dc11d2185b61

**Identifiant interne** : 26V015

**Type de procédure** : Ouverte

**Principales caractéristiques de la procédure** : La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte pour les marchés ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 55240000 Services de centres aérés et de centres de vacances

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 85312110 Services de crèches et garderies d'enfants

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 92331210 Services d'animation pour enfants

### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Eure-et-Loir ( FRB02 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :** Le lieu d'exécution sera précisé dans les bons de commande.

### 2.1.3 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 1,750,000 Euro

### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la commande publique - Marché ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques

### 2.1.6 Motifs d'exclusion

**Sources des motifs d'exclusion :** Avis

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale :

Faillite :

Corruption :

Concordat :

Participation à une organisation criminelle :

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental :

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme :

Fraude :

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains :

Insolvabilité :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail :

Biens administrés par un liquidateur :

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure :

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché :

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché :

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social :

État de cessation d'activités :

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes :

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Affaire n°26V015 - EXPLOITATION DE L'ACTIVITE ENFANCE-JEUNESSE POUR LA VILLE DE CHARTRES

**Description** : La présente consultation a pour objet l'exploitation du service public lié à l'activité Enfance-Jeunesse pour la ville de Chartres. Le titulaire aura à sa charge l'exécution des missions suivantes : - l'accueil des enfants scolarisés en maternelle et en élémentaire sur le temps extrascolaire ; - l'accueil des enfants scolarisés en maternelle sur le temps périscolaire le matin et le soir ; - l'accueil le matin sur le temps périscolaire des enfants scolarisés à l'école élémentaire Maurice de Vlaminck et des enfants scolarisés en élémentaire selon les places disponibles sur les sites des écoles maternelles ; - l'accueil des enfants scolarisés en maternelle et en élémentaire en garderie de 18h à 18h30 ; - l'accueil des enfants scolarisés en maternelle et élémentaire sur les temps scolaires dans le cadre des classes de découverte. La nature et quantité et les besoins sont indiqués dans le cahier des charges

**Identifiant interne** : 26V015

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 55240000 Services de centres aérés et de centres de vacances

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 85312110 Services de crèches et garderies d'enfants

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 92331210 Services d'animation pour enfants

#### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début** : 01/09/2026

**Date de fin de durée** : 31/08/2027

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 1,750,000 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Il s'agit d'un marché récurrent**

**Description** : A l'issue du présent accord-cadre

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés** : Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)**

**Informations complémentaires** : - La consultation aboutira à un accord-cadre sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 750 000,00 € HT - 2 100 000,00 € TTC pour toute sa durée. - L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de

notification jusqu'au 31/08/2027 inclus, ou jusqu'à ce que le montant maximum soit atteint. L'exécution effective des prestations débute le 01/09/2026. La période située entre la date de notification et le 31/08/2026 correspond à une phase de préparation pour la bonne mise en route de l'exécution des prestations. - Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Les modalités de mise en œuvre de cette obligation sont détaillées à l'article 3 du CCAP. Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application de la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires - Reprise du personnel : Les modalités de cette reprise sont détaillées à l'article 11 du CCAP et dans le CCTP et notamment à l'article E du Titre II « Caractéristiques Générales » du CCTP. - Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable détaillés à l'article 12 du CCAP.

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale :** Autre

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Qualité

**Description :** Critère Qualité (valeur technique) Ce critère est découpé en 2 sous-critères : 1.1 - Approche pédagogique selon les différents modes d'accueils (50.0 %) 1.2 - Méthodologie / notion de projet / présentation d'un accueil type (50.0 %)

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 50

**Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** Prix des prestations

**Description :** Prix des prestations

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 50

#### 5.1.11 Documents de marché

**Date limite de demande d'informations complémentaires :** 27/04/2026 à 23:59

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-securises.fr>

**Canal de communication ad hoc :**

**Nom :** Portail profil acheteur territoire communautaire

**URL :** <https://www.c-chartres-marches.fr>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-securises.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 07/05/2026 à 15:00

**Date limite de validité de l'offre :** 6 Mois

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** oui

**Montage financier :** Règlement : par mandat administratif en 30 jours maximum Le financement de l'accord-cadre s'effectue : - par abandon de recettes auprès des usagers des activités moyennant la perception des tarifs, - par abandon d'autres recettes complémentaires (issues de partenaires financiers tels que la CAF, le Conseil Départemental...), - par des ressources propres (budget communal et budget des écoles pour les classes découvertes). Voir l'article 7 du CCAP et son annexe 1 pour plus de précisions sur les modalités d'exécution financières de l'accord-cadre.

**Informations relatives aux délais de recours :** Référé pré contractuel : articles L551-1 à 12 et R551-6 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel : articles L551- 13 et suivants et R551-7 à 10 CJA, et pouvant être exercé dans les délais du R551-7 CJA. Recours en contestation de validité du contrat - jurisprudence "Tarn et Garonne" pouvant être exercé par les tiers au contrat, sans considération de qualité, dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

**5.1.15 Techniques****Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'ORLEANS

**Organisation chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'ORLEANS

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Ville de Chartres (28)

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Ville de Chartres (28)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'ORLEANS

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Ville de Chartres (28)

**Organisation qui traite les offres :** Ville de Chartres (28)

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Ville de Chartres (28)

**Numéro d'enregistrement :** 21280085800012

**Département :** Commande publique

**Adresse postale :** Autricum - Place des halles

**Ville :** Chartres Cedex

**Code postal :** 28019

**Subdivision pays (NUTS) :** Eure-et-Loir ( FRB02 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** marches.publics@agglo-ville.chartres.fr

**Téléphone :** +33 237234064

**Adresse internet :** <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <http://www.chartres.fr>

**Profil de l'acheteur :** <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

## 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'ORLEANS

**Numéro d'enregistrement** : 17450005800022

**Adresse postale** : 28 rue de la Bretonnerie

**Ville** : Orléans cedex 1

**Code postal** : 45057

**Subdivision pays (NUTS)** : Loiret ( FRB06 )

**Pays** : France

**Point de contact** : Greffe du Tribunal

**Adresse électronique** : greffe.ta-orleans@juradm.fr

**Téléphone** : +33 238775900

**Adresse internet** : <https://www.telerecours.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : f251ee32-c122-4610-92c0-0af3e5e9badc - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché – régime assoupli

**Date d'envoi de l'avis** : 27/03/2026 à 12:35

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### 11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 27/03/2026